

## PREFECTURE DE LA REGION PICARDIE

LE PREFET DE REGION  
PREFET DE LA SOMME

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

**Vu** le livre V, titre II, du Code du Patrimoine,

**Vu** le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,

**Vu** l'arrêté ministériel du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques,

**Vu** l'arrêté interministériel du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques,

**Vu** le rapport de l'opération archéologique réalisée en 1995 dans le cadre de la convention régionale entre le Ministère de la Culture, l'Association des Producteurs de Granulats (APG) et l'Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales (AFAN), sur les terrains sis à Pontpoint – Oise « Le Fond de Rambourg »,

**Vu** les avis émis le 10 juin 2004 et le 16 décembre 2004 par le service régional de l'archéologie, sur la demande d'autorisation,

**Vu** le courrier de la société Holcim Granulats du 8 juin 2006 adressé à la Direction régionale des affaires culturelles, service régional de l'archéologie,

**Considérant** que des travaux d'aménagement sont envisagés sur les terrains sis à :

Pontpoint - Oise  
"Le Fond de Rambourg",

travaux faisant l'objet d'une demande d'autorisation de poursuite d'une exploitation de carrière et de modification de réaménagement par

HOLCIM Granulats  
siège social : Immeuble "Les Diamants"  
41 rue Delizy  
93692 PANTIN

demande reçue le 8 avril 2004 et référencée au service régional de l'archéologie sous le numéro 601248,

**Considérant** que l'opération archéologique réalisée en 1995 a permis la découverte d'une sépulture collective néolithique à ce jour non fouillée,

**Considérant** que les travaux de réaménagement envisagés par la société Holcim Granulats sont susceptibles de détruire cette sépulture collective,

**CONSIDERANT** que cette occupation archéologique doit faire l'objet d'une mesure de sauvegarde avant la réalisation des travaux d'aménagement,

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Avant la réalisation des travaux de réaménagement de la carrière, la sépulture collective néolithique de Pontpoint "Le Fond de Rambourg", cadastrée ZB parcelles 28 et 31, sera protégée. Elle sera recouverte d'une couche de sable, d'un géotextile et d'une couche de terre jusqu'au niveau du sol actuel. Elle sera balisée par des piquets d'une hauteur minimale d'1,50 m.

**Article 2** : Pendant la durée des travaux de réaménagement, le balisage sera maintenu en place et de manière à rester visible. Il n'y aura aucune circulation d'engins ni sur la sépulture ni dans son périmètre immédiat.

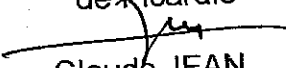
**Article 3** : La protection de la sépulture et son balisage seront effectués par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) qui en effectuera également la localisation précise. A l'issue de cette intervention, l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) transmettra au service régional de l'archéologie, en trois (3) exemplaires, un plan cadastral géoréférencé indiquant la position exacte de cette sépulture

**Article 4** : A l'issue de réaménagement le balisage de la sépulture sera maintenu.

**Article 5** : Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société Holcim Granulats, à l'Institut National de recherches Archéologiques Préventives (INRAP) et au Préfet de l'Oise (Direction de la réglementation, des Libertés Publiques et de l'Environnement).

En application de l'article 17 du décret n° 2004-490 susvisé, l'autorisation d'aménagement liée aux travaux envisagés et délivrée par l'autorité compétente devra mentionner que l'exécution des prescriptions archéologiques est un préalable à la réalisation des travaux.

Fait à Amiens, le 28/6/2006

Pour le préfet de la région Picardie  
et par délégation  
Le directeur régional des affaires culturelles  
de Picardie  
  
Claude JEAN